

LA REPRÉSENTATION DE LA TURQUIE PAR L'EUROPE¹

Doç. Dr. Ece KORKUT
Hacettepe Üniversitesi
Fransız Dili Eğitimi

Abstract

In the process of Turkey's adhesion to European Union, evaluations about Turkey increased gradually especially in the last year. In this paper, the representation of Turkey by Europe is analysed basing on the news and the articles published in French press and in the international news agencies between october and december 2004. Using the methods of lexical semantics and discourse analysis, this paper attempts to display the ambiguity, double standart, contradictions and inconsistency which are observed in various discourses related to the evaluation of Turkey in the European press.

Key words: Representation, Turquie, European Union, ambiguity, double standart.

1. Introduction

Les débats, les déclarations et les commentaires concernant la perspective de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne mériteraient d'être étudiés dans une optique linguistique, sémantique et discursive. En effet, le foisonnement des propos tenus par des locuteurs d'opinions et de statuts différents, et le volume des articles publiés sur le sujet tendent parfois à créer une certaine confusion chez les lecteurs. La divergence des opinions et les arguments avancés de part et d'autre, ainsi que le positionnement des détracteurs et des défenseurs de cette adhésion, laquelle demeure aussi lointaine qu'incertaine, se cristallisent dans la langue même qu'utilisent les locuteurs.

Pour une étude d'abord lexicale et sémantique, puis discursive, nous partirons d'un corpus que nous avons constitué avec des dépêches et des articles parus dans les quotidiens français tels que *Le Monde*, *Le Figaro*,

¹ Une version préliminaire de cet article a été présentée lors du colloque "Journées d'Etudes Linguistiques", organisé par l'Université d'Istanbul, les 18-19 Avril 2005.

L'Humanité et *Libération* et diffusés par des agences de presse internationales sur internet entre début octobre et fin décembre 2004. Ce corpus rassemble une centaine de pages.

2. La représentation

Avant d'entrer dans le vif du sujet, examinons brièvement la notion de "représentation", que l'on a coutume de renvoyer au strict domaine de la subjectivité. "Il n'y a de représentation que pour et par un sujet." (Duponthieux 2001: 51) Autrement dit, tandis que nous élaborons sans cesse des représentations d'objets, d'entités, de valeurs, bref une représentation du monde qui nous entoure, d'autres sujets construisent des représentations de nos propres représentations, pour peu que, d'une manière ou d'une autre, nous fassions partie de leur monde.

Ce sont bien à travers ces représentations que nous acquérons des opinions fondées ou non sur le savoir (opinion étant définie comme: "manière de penser, de juger; attitude de l'esprit qui tient pour vraie une assertion; assertion que l'esprit accepte ou rejette (généralement en admettant une possibilité d'erreur)" (*Le Petit Robert*)).

Il convient de ne pas perdre de vue que "nos opinions, comme nos savoirs, sont des représentations mentales ou intellectuelles qui prétendent rendre présents le monde et ses valeurs, être la présence pour nous d'une réalité indépendante de notre regard. Si, pour nos opinions, nous acceptons assez facilement qu'une bonne part de subjectivité, individuelle et socioculturelle, y préside, en revanche, le savoir revendique une capacité à rendre compte du monde aussi libérée que possible de nos particularités de toute nature" (Duponthieux 2001: 51). Il s'avère donc que nos représentations sont plutôt hétérogènes, car elles se situent à cheval entre le subjectif et l'objectif, le relatif et l'universel.

Rappelons enfin que nos représentations se modèlent sur notre expérience du monde (que l'on peut appeler histoire collective et histoire personnelle) ainsi que sur nos soucis concernant le futur (face à un risque ou à une menace).

En définitive, la représentation d'un objet du monde résulte aussi bien du savoir absolu que des jugements approximatifs, lesquels peuvent être fondés sur des intuitions ("forme de connaissance immédiate qui ne recourt pas au raisonnement" *Le Petit Robert*). On distingue en général deux formes d'intuitions: l'une liée à l'activité des sens (intuition sensible), l'autre à celle de l'intellect (intuition intellectuelle). Il reste pourtant et heureusement que nos représentations sont susceptibles d'être modifiées et redéfinies au gré des

circonstances, de l'acquisition de nouveaux savoirs et, évidemment, par la volonté de les remettre en question.

3. La représentation de la Turquie

Dans l'ensemble du corpus que nous avons évoqué ci-dessus, la Turquie fait l'objet de plusieurs classifiants et qualifiants, à savoir que :

La Turquie est avant tout connue des Européens comme un pays musulman et laïc. Cependant la religion est désignée beaucoup plus fréquemment que la laïcité. Josep Borrell Fontelles², président du Parlement européen, de nationalité espagnole, attire d'ailleurs l'attention sur ce déséquilibre: "La singularité de la Turquie et le fait que sa population est majoritairement musulmane sont parmi les arguments le plus souvent entendus. Or, il n'est pas moins certain que l'État turc est depuis sa fondation un État laïc et qu'il apporte la meilleure preuve qui soit de la compatibilité entre Islam et démocratie." (*Libération* du 20.12.2004)

Ensuite, c'est le "pays le plus pauvre de l'Union", comme l'affirme Valéry Giscard d'Estaing³ (*Le Figaro* du 25.11.2004), puisque "le PIB –produit intérieur brut- par habitant représente 10% du niveau moyen de l'Union à vingt-cinq", comme le souligne Daniel Vernet (*Le Monde* du 14.10.2004).

D'autre part, c'est un pays très peuplé: "La taille de la Turquie avec 73 millions d'habitants représente la population des 10 nouveaux pays qui ont rejoint l'UE le 1er mai 2004" (AFP, le 4.10.2004). Et pourtant les projections pour les années à venir sont variées et se contredisent: 82 millions en 2025 (source: Commission indépendante sur la Turquie, Amis de l'Europe, Bruxelles); 89 millions en 2025 d'après Giscard d'Estaing; et 100 millions d'habitants en 2020, selon Daniel Vernet (*Le Monde* du 14.10.2004).

La Turquie est également connue comme étant à cheval entre l'Europe et l'Asie, mais cette réalité est souvent suivie du constat que la partie européenne "ne représente que 5% de son territoire, et 8% de sa population" (Giscard d'Estaing). A ce propos, Sarkozy s'est d'ailleurs prononcé le 18 décembre 2004 sur France 2 d'une manière assez nette et sur un ton ironique: "Si la Turquie était européenne, cela se saurait" (*Nouvel Observateur* du 19.12.2004).

Dans son article intitulé "L'adhésion de l'État turc à l'UE pose la question de l'ambition politique de l'Europe", J.Borell Fontelles conclut sur

² Toutes les citations que l'on fera de Josep Borrell Fontelles se référeront au même article paru dans *Libération* du 20.12.2004.

³ Toutes les citations que l'on fera de Valéry Giscard d'Estaing se référeront au même article paru dans *Le Figaro* du 25.11.2004.

une interrogation critique: “Et si en réalité tous nos doutes au sujet de la Turquie ne tenaient pas simplement au fait que c’est un pays trop grand et trop pauvre?”

Poursuivons l’examen.

La Turquie est ailleurs qualifiée de “pays charnière” (*Le Monde* du 2.11.2004) et de “pont européen” (Edwy Plenel, *Le Monde* du 15.10.2004), les deux qualifiants évoquant la relation entre deux ensembles, en l’occurrence entre l’Europe et l’Asie, l’Europe chrétienne et le monde islamique. Et pourtant, ceci est considéré quelquefois comme un problème: “Tirillée entre l’Occident, le monde arabe et l’Asie, la situation politique de la Turquie a toujours été un *casse-tête* pour les Européens” (*Le Figaro Magazine* du 11.12.2004).

Quant aux conséquences dues à son statut de pays candidat à l’adhésion à l’UE, les emplois métaphoriques paraissent très instructifs:

Alain Duhamel (*Libération* du 13.10.2004) fait remarquer que “la Turquie est un boomerang” et il ajoute: “tous ceux qui se sont succédé au pouvoir depuis le début de la Vème République l’ont jeté le plus loin possible d’eux: il leur revient aujourd’hui à grande vitesse sur la figure.”

Alexis Brézet (éditorial, *Le Figaro* du 15.10.2004), en parlant de Raffarin, interroge: “A-t-il à tout le moins ramené le calme dans cette chaudière qu’est devenue la majorité sous l’effet du brasier turc?” Et plus loin dans son article, intitulé d’ailleurs “Le poison turc”, indique que “Le poison turc est à l’œuvre au cœur de la droite....”

Comme on le constate jusqu’ici, la candidature de la Turquie implique plutôt des images dysphoriques. Citons pourtant Schröder qui reconnaît ce pays comme “un centre de stabilité dans la région” (le 3.10.2004) et Chirac, en parlant de la Turquie et de l’Europe, qui les situe en termes d’égalité: “deux grands ensembles politiques, économiques et culturels.” Enfin, Vincent Peillon (*Libération* du 13.10.2004) affirme pour critiquer la prise de position de l’UE qu’“il serait inacceptable que cela soit la seule Turquie qui soit le bouc émissaire [pour ne pas dire le synonyme: “tête de turc”!] de tous nos renoncements”.

4. La peur et le doute – La différence et la distance

Dans les discussions autour de la question turque se révèle toujours un lexique marqué d'une dysphorie apparente. Quelques exemples suffiraient à le vérifier:

"La question turque envahit la scène politique française et embarrasse nombre de dirigeants" (Duhamel, le 13.10.04); "La question turque embarrasse tous les députés, de droite comme de gauche." (*Le Figaro* du 15.10.04); "La question turque divise [met en désaccord] les Européens. (...) suscite beaucoup de méfiance dans plusieurs États membres" (J.Borrell Fontelles); "La question turque suscite l'enthousiasme des uns et l'inquiétude des autres." (AFP, le 19.12.04).

Cette question manifestement embarrassante et inquiétante pour les Européens s'accompagne d'autres sentiments désagréables comme la peur et le doute, nourris eux-mêmes d'un danger réel ou imaginaire, d'un risque plus ou moins proche ou d'une menace plus ou moins explicite. Nous citerons ici quelques exemples parmi tant d'autres qui montrent les sources différentes de cette peur et de ce doute:

"En Europe, certains redoutent une nouvelle *invasion* turque, cette fois sans cimenteries ni janissaires, mais par la simple force de la *démographie*." (J.Borrell Fontelles).

"Les turcosceptiques craignent immigration massive et délocalisations.(...) emportés notamment par la peur de l'*Islam*." (Cécile Daumas, *Libération* du 29.11.04).

Le porte-parole de l'UDF, François Sauvadet estime que "la décision des 25 présente un *risque majeur* pour l'avenir de l'Europe." (AP, le 21.12.04)

"Une telle adhésion sera *trop chère* pour les uns qui doutent fort que les Européens veuillent un jour mettre de bon gré la main au portefeuille pour aider le paysan anatolien." (AFP, le 19.12.04).

Par ailleurs, on constate que certains titres de la presse écrite traduisent cet état d'esprit: "La peur française" (Cécile Daumas, *Libération* du 20.11.04); "Deux peurs" (J.Bourdon, *Le Monde* du 9.11.04); "Faut-il avoir peur de la Turquie?" (Gilles Denis, *Le Figaro Magazine* du 11.12.2004, p.42, 43); "L'adhésion de la Turquie, perspective audacieuse mais risquée." (AFP, le 19.12.04).

Dans le cas d'une adhésion future, les turcosceptiques font des hypothèses toujours à valeur dysphorique:

V.G. d'Estaing, dans un article assez long intitulé "Turquie: pour le retour à la raison" (*Le Figaro* du 25.11.04), fournit et développe plusieurs de ces hypothèses: "L'adhésion de la Turquie, quelle qu'en soit la date, changerait la nature du projet européen"; "[la Turquie] déséquilibrerait l'édifice communautaire encore bien fragile et conçu pour d'autres fins."

Par ailleurs, J.Borrell Fontelles affirme que "pour certains (...), l'entrée de la Turquie dans l'UE serait une dénaturation définitive de la raison d'être de l'Union et annihilerait sa capacité à peser sur le monde à travers une politique extérieure commune."

En définitive, la peur et le doute, ainsi que les arguments des turcosceptiques relèvent de plusieurs chapitres, tels que la religion, le poids démographique, la superficie, la situation géographique, l'histoire, l'économie (le niveau de vie), les droits de l'homme, ainsi que la culture et la langue. A cela s'ajoutent les valeurs non-partagées avec l'Europe. Pour J.Borrell Fontelles, c'est un point essentiel qui devra être pris en compte avant les autres arguments avancés: "Notre idée de l'Europe est celle d'une union fondée sur les valeurs universelles comme la démocratie, l'État de droit et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. C'est de ce point de vue qu'il faut envisager les conditions d'adhésion de la Turquie dans l'UE."

Sarkozy (AFP, le 18.12.2004) développe à plusieurs reprises l'idée de puissance: "La construction européenne, ce n'est pas seulement ce que pensent nos amis américains, un grand marché, c'est une communauté des valeurs pour construire une puissance."

Quant à V.G. d'Estaing, il insiste sur cette question des valeurs non-partagées d'une manière explicite et détaillée: "La Convention européenne a cherché à mieux définir les fondements de cet ensemble: les apports culturels de la Grèce et de la Rome antiques, l'héritage religieux qui a imprégné la vie de l'Europe, l'élan créateur de la Renaissance, la philosophie du siècle des Lumières, les apports de la pensée rationnelle et scientifique. Aucun de ces éléments n'a été partagé par la Turquie. Le fait de le constater n'implique pas de jugement péjoratif! La Turquie a développé en parallèle sa propre histoire et sa propre culture qui appellent le respect. Mais constatons objectivement que les fondements identitaires, si nécessaires aujourd'hui à la cohésion de l'UE, sont différents."

Il est à remarquer que dans le corpus, on relève beaucoup de mots qui touchent les notions de /singularité/, de /différence/ et de /distance/. En rappelant ici l'affirmation de Stendhal: « *J'ai assez vécu pour voir que différence engendre haine* », nous citerons encore quelques exemples:

“La Turquie, à cheval entre l’Europe et l’Asie, à la croisée de tous les chemins de l’histoire, n’est pas un pays candidat comme les autres. (...) La singularité de la Turquie et le fait que sa population est majoritairement musulmane sont parmi les arguments le plus souvent entendus.” (J.Borrel Fontelles)

“L’étrangeté pour l’Europe de se réveiller avec une frontière commune avec la Syrie, l’Irak et l’Iran.” (V.G.d’Estaing)

“Les intérêts stratégiques de ce pays sont très différents des nôtres du fait de sa situation géographique.” (*Le Monde* du 2.11.2004)

“Aujourd’hui, la Turquie est encore loin, très loin de l’Europe sur les plans politique, économique et social. (Raffarin, *Le Figaro* du 15.10.2004).

“Le niveau de vie de la Turquie reste très éloigné de la moyenne européenne. (...) “La structure de son économie (...) reste éloignée de la ‘norme’ européenne. (...) Les Turcs disposent d’une langue et d’une culture propres. La langue ne fait pas partie de la *grande* famille des langues indo-européennes.” (V.Giscard d’Estaing)

Toutes ces citations comme d’autres encore, disent avec insistance combien la Turquie est étrangère au monde européen et semblent vouloir dissuader les partisans de l’adhésion de ce pays à l’UE. Notons pourtant que nombreux sont ceux qui pensent qu’il est bien probable que c’est un prétexte, comme le souligne Jérôme Bourdon (*Le Monde* du 09.11.2004): “toute l’Histoire nous montre que les haines, les éclatements et les divisions réapparaissent à tout moment. Mais on voit bien que la Turquie est ici un prétexte à débattre d’une affaire d’identité conçue comme essence et éternité (de même, pour les valeurs chrétiennes).”

5. Les ambiguïtés et les restrictions

Force est de constater que certaines de ces déclarations ne sont pas sans ambiguïté. Autrement dit, parmi la multitude d’arguments avancés contre l’adhésion de la Turquie, chaque locuteur énonce ses critères personnels et les énumère dans l’ordre d’importance, et à cette fin, il arrive qu’il en occulte, déforme ou dramatise certains. A ce propos, Jérôme Bourdon (*Le Monde* du 09.11.2004) affirme: “Tout se passe comme si l’Islam essentialisé allait débarquer pour ronger l’Europe, assujettir ses femmes, et lui faire perdre son identité, qui se “dissoudrait” dans la démographie turque. (...) Un peu de curiosité à l’égard ce pays suffit à convaincre qu’il y a là des racines originales d’une tolérance au sein de l’Islam comme il y a là aussi des zones d’intolérance et de racisme dont l’Europe n’est pas exempte, il s’en faut.”

A cela s'ajoute une non-coïncidence entre le dire et le faire, entre le dire et l'intention, ce que l'on peut appeler "manque de sincérité" ou tout simplement "hypocrisie". Ce terme d'hypocrisie, désignant une "attitude qui consiste à déguiser son véritable caractère, à manifester des opinions, des sentiments et spécialement des vertus qu'on n'a pas" (*Le Petit Robert*), et d'autres mots appartenant au même champ sémantique apparaissent très souvent dans le corpus, et soulignent la duplicité, la distorsion entre le dire et le faire, voire entre deux dire (deux discours) ou encore entre deux faire (deux attitudes). Alain Duhamel (*Libération* du 13.10.2004) fournit un bon exemple à cette duplicité et opposition entre deux attitudes en affirmant: "En théorie, il [Chirac] soutient l'adhésion d'Ankara, en pratique, il a souhaité que la Commission de Bruxelles s'engage le moins possible et laisse ouvertes toutes les hypothèses, y compris celle de l'interruption des négociations. [...] En somme, Jacques Chirac ouvre les bras à la Turquie mais la repousse de toute la force de ses longues jambes."

Dans le même article intitulé "Turquie: l'hypocrisie française", Alain Duhamel (*Libération* du 13.10.2004) affirme, en parlant des dirigeants: "(...) C'est leur constante hypocrisie sur le sujet qui fait aujourd'hui leur malheur." (...) "Le président de la République n'est cependant pas le seul à pratiquer un double langage, tant s'en faut. Ses ministres des Affaires étrangères successifs (Alain Juppé, Dominique de Villepin, Michel Barnier) ont en commun de se montrer favorables à l'entrée de la Turquie tant qu'ils se trouvent au Quai d'Orsay mais de s'avouer beaucoup plus réservés, voire franchement hostiles, lorsqu'ils n'y sont pas. (...) Au sein de la droite parlementaire, personne ne joue franc-jeu ou chacun se trouve au minimum en contradiction avec soi-même. (...) À gauche (...) François Mitterrand a, comme les présidents gaullistes, feint d'encourager l'adhésion turque."

(*L'Humanité* du 14.10.2004, "La longue marche de la Turquie") "Hypocrisie dans la gesticulation d'une partie de la droite qui fait mine de découvrir 2 mois avant le prochain sommet....."

Dans l'article signé par Marianne Lamiral (*Lutte Ouvrière*, le 14.10.2004) intitulé "Entrée de la Turquie dans l'UE: Des arguments hypocrites et démagogiques", l'auteur affirme que "toutes ces tergiversations autour de la place de la Turquie dans l'Europe sont en fait d'une belle hypocrisie."

(AP, le 21.12.2004) "François Sauvadet a ironisé sur les "faux-semblants" de l'UMP ...(...) 'On entend l'UMP s'émouvoir de la décision alors qu'hier elle ne s'est pas du tout exprimée sur ce sujet', a observé le porte-parole

du groupe UDF. (...) "Tout cela est une manœuvre politique visant à donner des gages à l'opinion" a conclu M. Sauvadet."

Un autre point qui mérite un examen, c'est l'emploi très fréquent de "mais" ayant des valeurs comme opposition, restriction, correction, addition, précision indispensable. Nous citerons ici un exemple emprunté à O. Ducrot qui a examiné plusieurs fonctions et valeurs de la conjonction "mais" (1980: 104):

"X: Cet hôtel est un peu cher.

Y: Mais au moins il est calme." Dans cet exemple, la première proposition porte sur une propriété négative et la deuxième, sur une propriété positive. Par ailleurs, Y ne nie pas l'énoncé de X, mais y ajoute un élément qui vient en compensation. Il faut aussi signaler que dans chacun de ces énoncés: "Cet hôtel est cher, mais calme" et "Cet hôtel est calme mais cher", c'est le dernier élément qui détermine la valeur de l'énoncé.

Dans notre corpus, la valeur prépondérante de la conjonction "mais" est plutôt la restriction. Ainsi, dans la formule *P mais Q*, la proposition *P* contient systématiquement une valeur euphorique, que les Turcs favorables à l'adhésion de leur pays reconnaissent immédiatement pour telle. En revanche, la proposition *Q* qui suit se charge d'une valeur dysphorique, comme dans les exemples suivants:

"L'Union européenne offre à la Turquie l'ouverture de négociations d'adhésion le 3 octobre 2005 mais sans garantie de résultat et à la condition qu'Ankara reconnaisse implicitement Chypre au préalable" (Reuters, le 17 décembre 2004).

(Yves Clarisse. Reuters 8 novembre 2004) (...) "La Turquie est un pays proche de l'Europe, un pays important, qui a une véritable élite mais ce n'est pas un pays européen", a-t-il déclaré dans un entretien accordé jeudi à quatre journalistes, dont ceux du "Monde". (...) "Sa capitale n'est pas en Europe, elle a 95% de sa population hors d'Europe".

Dans d'autres emplois de "mais" apparaît une contradiction, ou du moins une équivoque, entre deux propositions:

(Sarkozy, Reuters, le 18.12.2004) "Personne ne veut refuser la Turquie, mais que dira-t-on aux 'autres peuples de la Méditerranée' comme l'Algérie, la Tunisie ou le Maroc, quand ils frapperont à la porte?"

(AFP, le 17 décembre 2004) "Selon M. Chevènement, 'nous devons encourager la laïcité turque, nous devons vivre dans le même espace commercial, mais nous ne pouvons pas admettre que les votes au Conseil reflètent le poids démographique de chaque pays.'"

(Reuters, le 17 décembre 2004) “Le communiqué précise que l'objectif partagé tant par Ankara que par l'Union est l'adhésion **mais** ajoute qu'il s'agit d'un processus ouvert, dont le résultat ne peut être garanti par avance.”

(Pierre Taribo, AFP, le 17 décembre 2004) “D'ailleurs, le sommet de Bruxelles n'est pas celui du fait accompli. Certes, il s'apprête à valider ce projet d'intégration, **mais il entérine en même temps des négociations difficiles et des conditions qui restent draconiennes.**”

(AFP, le 19.12.2004) “L'euphorie passée, la Turquie s'interrogeait dimanche sur les conclusions du sommet européen de Bruxelles, qui a retenu une date pour l'ouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE **mais en fixant des conditions draconiennes.**”

(J.B.Fontelles) “Force est de reconnaître que depuis cinq ans, la Turquie a fait de grands progrès et procédé à des réformes majeures, **mais beaucoup reste à faire**, beaucoup plus qu'elle ne le croit elle-même.”

(AFP, le 16.12.2004) “Selon toute vraisemblance, les pourparlers devraient débiter à l'automne 2005 **mais la route s'annonce longue et tortueuse** d'ici à une entrée effective d'Ankara, qui ne pourra pas intervenir avant dix ou quinze ans.”

Dans toutes ces citations, la véracité de X s'estompe par l'addition de Y, comme on le constate dans les formules: “Oui, mais...”, “Oui, si...”

Cet ajout systématique de “mais” semble avoir faite pour rassurer les lecteurs turcosceptiques, créer une ambiance de soulagement: Les négociations sont ouvertes (fait dysphorique pour les turcosceptiques), mais n'ayez pas peur, c'est un processus ouvert (perspective euphorique pour les turcosceptiques)! En revanche, les Turcs favorables à l'adhésion diraient le contraire: Le processus est ouvert, mais au moins les négociations sont ouvertes!

Tous ces “mais” montrent enfin que l'ouverture des négociations est loin de mettre un terme aux débats et aux positionnements contradictoires: tout au contraire, ces oppositions et ces ambiguïtés sont plus que jamais visibles, évidentes.

6. Conclusion

L'étude du corpus a permis de relever un certain nombre de traits saillants:

- les turcosceptiques, plutôt alarmistes, sont plus nombreux ou s'expriment davantage que les partisans de l'adhésion de la Turquie, volontiers modérateurs. Les premiers se manifestent en faisant montre d'un certain

subjectivisme, cristallisé tantôt dans des jugements de valeur (axiologiques) dévalorisants, tantôt dans la divergence entre le dire et le faire, ou encore dans la pratique du deux poids deux mesures. Les seconds tendent plutôt à objectiver la question;

- les sentiments les plus forts qui règnent se manifestent par l'emploi fréquent des mots "peur, doute, méfiance, inquiétude, embarras"; sentiments dûs à la probabilité de la déformation, de la dilution, de l'affaiblissement de l'Union par l'adhésion éventuelle de la Turquie;

- les arguments les plus souvent avancés contre cette adhésion se regroupent plutôt sous les catégories "religion, géographie, poids démographique" ainsi que "histoire" et "droits de l'homme". Si bien que la majorité des Européens se représente la Turquie comme un pays éloigné et différent, bref comme un Autre, du point de vue de la langue, de la religion, de l'histoire, de la géographie, des valeurs universelles, des conditions de vie sociales et économiques. Cela dit, les arguments soulignés et l'importance que l'on y accorde varient selon le positionnement des différents locuteurs.

Enfin, il est évident que, par rapport à un processus d'adhésion lancé il y a 40 ans, les Européens se trouvent nettement divisés. Et ceux qui assombrissent l'avenir de cette question ne sont pas les plus constants dans leur choix ni les plus cohérents dans leur discours, mais ceux qui ont le plus de mal à maîtriser ce problème difficile à résoudre, en tout cas impossible à contourner. Et si ce problème de représentation et d'interprétation est dû en partie au manque de savoir, à la méconnaissance, ou, pire encore, aux idées reçues, nous dirons en conclusion avec Josep Borrell Fontelles qu'"il est impératif de combattre les stéréotypes, les caricatures et les malentendus historiques de part et d'autre. Que savons-nous en réalité les uns des autres?" En effet, dans *Cahier du Monde*, daté du 15 décembre 2004, le numéro consacré à la Turquie, on souligne le fait que "la meilleure manière de se faire sa propre opinion, c'est d'être informé. Sans préjugés ni a priori".

Bibliographie

- Ducrot, Oswald (1980) *Les mots du discours*, Les éditions de Minuit, coll. Le sens commun, Paris.
- Duponthieux, Mirelle (2001) *La représentation*, Hachette, coll. Ancrages, Paris.
- Kerbrat-Orecchioni, Catherine (1999) *L'énonciation*, Armand Colin, coll. U Linguistique, Paris.

